Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 31 (1939)
Heft: 6

Artikel: La guerre et l'économie
Autor: Keller, Georges
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384185

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

31me année | Juin 1939 | No 6

La guerre et l'économie.

Par *Georges Keller.*

Jusqu'à la Guerre mondiale tous les Etats ont sous-estimé l'importance de l'économie pour les opérations militaires. D'une manière générale, on pensait que les guerres modernes, ensuite des frais énormes qu'elles entraînent et du dangereux affaiblissement de la main-d'œuvre, consécutif à la mobilisation des masses travailleuses, ne pouvaient pas être de longue durée. On estimait que le sort des armes devait être tranché en quelques mois. Mais cette doctrine de « la guerre foudroyante » s'est bientôt révélée l'une des erreurs les plus funestes. Au siècle de la technique, les guerres ne sont pas gagnées seulement par le génie des stratèges, ou encore par la puissance des effectifs, mais surtout par l'armée qui dispose de la supériorité absolue du matériel. Etant donné la formidable consommation de munitions d'une bataille moderne, il est impossible de constituer des réserves suffisantes en temps de paix. L'histoire de la Grande Guerre suffit à le démontrer. Huit semaines à peine après le début des hostilités les munitions manquaient de part et d'autre sur le front de l'Ouest. De 1914 à 1918, le fer et l'acier jetés en un jour dans la fournaise des batailles dépassaient la consommation totale de la guerre 1870/71. On n'a pas tardé à se rendre compte que la victoire, la valeur des armées étant égale, dépendrait nécessairement de la capacité de production et de l'organisation de l'économie. « Dans cette guerre, disait Lloyd Georges, la production est tout. Ce n'est pas sur les champs de bataille de Belgique et de Pologne que nous vaincrons, mais dans les usines de France et de Grande-Bretagne. » La Grande Guerre est devenue rapidement une lutte pour la supériorité du matériel, une guerre industrielle, une guerre des machines, la victoire devant appartenir à celui dont les turbines tourneraient le plus rapidement, assurant le rythme de production le plus accéléré.

L'élément primordial du développement de la production est sans contredit la possession de réserves de fer et de charbon. Le

fait que les deux plus grandes puissances militaires de l'Europe — la France et l'Allemagne — dépendent l'une de l'autre en ce qui concerne leur approvisionnement en fer et en charbon, est sans contredit l'un des phénomènes les plus curieux dans le domaine de l'industrie des armements. Avant la guerre l'Allemagne couvrait par des importations (dont une grande partie venaient de France) ses besoins de minerai de fer; en revanche, les $^2/_5$ du charbon consommé par l'industrie française venaient de l'étranger (dont la moitié d'Allemagne). Il va sans dire que les hostilités ont interrompu ces échanges.

Ensuite de l'occupation des régions industrielles les plus importantes la situation était devenue très défavorable pour la France. 75 % de la production du charbon, 81 % de celle de la fonte et 63 % de celle de l'acier étaient tombés entre les mains des troupes allemandes. La France n'a pu continuer la lutte que grâce aux livraisons de la Grande-Bretagne, et plus tard de l'Amérique. Au cours de la Grande Guerre l'approvisionnement de la Grande-Bretagne en charbon et produits sidérurgiques n'a pas été soumis à de grandes fluctuations.

Par contre, la situation des Puissances de l'Europe centrale était infiniment plus favorable en ce qui concerne l'alimentation de l'industrie en fer et charbon. Elles disposaient non seulement des bassins houillers et sidérurgiques de la France, mais encore de ceux de la Belgique tout entière, du quart de la production houillère et du $^1/_{12}$ de celle du fer brut de la Russie. Jusqu'en avril 1917, date de l'entrée en guerre des Etats-Unis, leur supériorité était effective dans la production du fer et du charbon. En 1915, le rendement des Puissances centrales atteignait 15 millions de tonnes d'acier contre 14 millions seulement pour l'Entente; en 1917, ces chiffres avaient passé à 17 et 15. « Etant donné l'importance cruciale du fer et du charbon pour la conduite de la guerre, cette supériorité des Puissances centrales aurait pu être décisive si elle n'avait pas été compensée dans une mesure de plus en plus considérable par les livraisons des Etats-Unis, qui ont même fini par renverser la situation. » (Friedenburg: « Kohle und Eisen im Weltkrieg », p. 64.) L'intervention de la puissante industrie américaine a influencé d'une manière décisive l'issue de la guerre.

La pénurie des vivres a été le second des facteurs qui ont contribué à la défaite des Puissances centrales. Au cours des premières années de la guerre, les réserves accumulées en temps de paix et les importations en provenance des pays neutres, qui se déroulaient presque sans entrave, ont assuré aux Puissances centrales une situation alimentaire presque normale. Les cartes de pain, de viande et de graisse n'ont été introduites en Allemagne qu'en 1916. Mais la situation a empiré rapidement au cours des années suivantes ensuite de l'entrée en guerre des Etats-Unis et du renforcement du blocus.

Dans cet ordre d'idées rappelons le rôle joué par les neutres dans l'approvisionnement de l'Allemagne en denrées alimentaires au cours de la Guerre mondiale. Avant 1914 les Etats scandinaves couvraient presque entièrement leurs besoins de charbon en Grande-Bretagne. Cette dernière a perdu cette situation prépondérante pendant la guerre ensuite de l'obligation dans laquelle elle se trouvait de ravitailler la France et l'Italie, ensuite aussi de l'augmentation des prix du charbon anglais, de la pénurie des frets, de la guerre sous-marine, de l'accroissement des besoins indigènes et des frais de transport, etc. L'Allemagne a profité de cette situation en assurant l'approvisionnement des Etats neutres. La Suisse qui, avant la guerre déjà, couvrait la plus grande partie de ses besoins en Allemagne (1913: 2,8 millions de tonnes contre 500,000 seulement en Grande-Bretagne) a dépendu entièrement des livraisons allemandes au cours des hostilités.

C'est ainsi qu'au cours des trois premières années de la guerre l'Allemagne a été en mesure d'importer en contre-partie des quantités importantes de produits alimentaires et de matières premières (minerai de fer de Suède) des pays neutres. Qu'il suffise de rappeler que pendant les deux premières années du conflit les exportations danoises de beurre vers l'Allemagne ont passé de 2000 à 25,000 tonnes. De même, les exportations hollandaises de fromage ont monté vertigineusement de 16,000 à 76,000 tonnes. Mais en 1917 les livraisons des pays neutres ont considérablement reculé, tombant, en ce qui concerne les Etats scandinaves, de 619,000 à 326,000 tonnes de 1916 à 1917.

Les raisons principales de ce recul des importations ont été: le renforcement du blocus ensuite de l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui a entraîné une diminution considérable des envois de blé, de fourrages, de produits textiles (qui venaient principalement des pays d'outre-mer); de la demande des Etats neutres de recevoir en échange de leurs livraisons non seulement des matières premières mais encore des produits finis ou de l'or; de l'aggravation graduelle de la situation économique de ces Etats, qui avait abouti à un rationnement et à des mesures d'économie dirigée. Ces divers facteurs ont entraîné des conséquences désastreuses pour la situation alimentaire de l'Allemagne.

En Allemagne même la production agricole reculait constamment ensuite de la mobilisation de plus en plus large de la main-d'œuvre, de la pénurie des animaux de trait, des engrais, etc. La population allemande a manqué de vivres. La supériorité de l'Entente en matériel et la pénurie de l'Allemagne en denrées alimentaires sont les deux facteurs essentiels de la défaite allemande. « L'armée allemande a gagné la plupart des victoires, écrit l'organe officiel du G. Q. G. allemand (« Militärwisesnschaftliche Rundschau », n° 4, 1936, p. 533). Nous avons conquis des territoires immenses sur l'ennemi. Nous les avons occupés jusqu'à la fin. Au cours de la dernière année de la guerre encore nous avons rem-

porté de brillantes victoires sur les champs de bataille. Et tout cela n'a pas empêché la défaite finale. Quelle en est donc la raison? La suivante: la victoire finale, l'adversaire l'a gagnée sur le champ de bataille économique. »

Cette explication de la défaite allemande n'a pas seulement une grande valeur historique parce qu'elle détruit la fameuse légende du « coup de poignard dans le dos » des armées allemandes par l'agitation socialiste mais encore parce qu'elle permet de conclure qu'au cours de la prochaine guerre le rôle décisif ne sera pas joué uniquement par le G. Q. G. mais — et dans une tout aussi grande mesure — par le grand état-major économique.

La nouvelle attitude adoptée en face des problèmes de l'économie de guerre est due en grande partie aux progrès de la technique militaire au cours de ces dernières années. L'apparition de l'aviation et des tanks, la motorisation des armées ont modifié essentiellement le caractère de la guerre, tout en accroissant considérablement les exigences posées à la capacité de production. Les statistiques relatives aux besoins des armées sont à la base même de l'organisation de l'économie de guerre.

Parmi les calculs effectués au cours de ces dernières années figurent en premier lieu les estimations relatives aux besoins de matériel et de carburant de l'aviation et des éléments motorisés. Comme point de comparaison on a choisi les chiffres de production des derniers mois de la Guerre mondiale. Au cours du dernier trimestre 1918, la Grande-Bretagne produisait mensuellement 2961 avions, c'est-à-dire 35,532 appareils par an. En août 1918, la production française atteignit son maximum avec 2912 unités, soit 34,944 appareils par an. « Sur la base des chiffres des derniers mois de la Guerre mondiale, l'industrie était donc en mesure de produire des dizaines de milliers d'avions par an; toutefois, il faut tenir compte du fait que les appareils modernes sont beaucoup plus compliqués que ceux de 1918 *. » Par contre, les pertes sont particulièrement élevées; elles oscillent, au cours d'un seul mois, entre 50 et 100 % de la production, si bien qu'il faut compter avec une consommation de 60,000 à 65,000 avions par an. « En 1937, l'effectif mondial des avions était estimé à 60,000 ou 65,000, c'est-à-dire à peu près autant que la consommation annuelle d'une grande puissance en cas de guerre **. »

En admettant même que ces estimations soient fortement exagérées et en se limitant aux chiffres atteints par la production au cours des derniers mois de la Guerre mondiale, il n'en reste pas moins vrai que la mise en chantier de quelque 30,000 appareils par an est parfaitement possible. A l'heure actuelle la production mensuelle allemande est de 800 unités. En cas de guerre,

---

* Wagenführ: Die Flugzeugindustrie der anderen. Schriften des Instituts für Konjunkturforschung. 1939. S. 11.

** Ebenda, S. 13.

sur la base des calculs mentionnés plus haut, elle devrait passer à 2500. Ces quelques indications soulignent l'écart extraordinaire entre la production de paix et les besoins de guerre.

Parallèlement, la consommation de carburants augmentera dans des proportions formidables. Selon les calculs établis par des experts allemands les besoins du Reich, en cas de guerre, passeront à 15 ou 20 millions de tonnes, en d'autres termes ils dépasseront trois fois ceux du temps de paix. A l'heure actuelle l'Allemagne couvre déjà 35 à 40 % de ses besoins de carburants au moyen de la production synthétique, particulièrement de l'extraction de la benzine de houille. Une tonne de benzine synthétique exige de 3 à 4 tonnes de charbon. Pour couvrir ses besoins de carburants l'Allemagne devrait donc investir chaque année de 60 à 80 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire la moitié environ de la production allemande du charbon.

Outre le fait que la construction des installations nécessaires à la destillation du charbon exigera de formidables investissements (selon Reber la production de 12,5 millions de tonnes de benzine hydratée exigerait un investissement de 4 milliards de marks) la question de la main-d'œuvre est également angoissante. « La fabrication d'une telle quantité exige 250,000 ouvriers en chiffre rond, auxquels viennent s'ajouter 100,000 mineurs pour l'extraction du charbon nécessaire. Il sera vraisemblablement plus difficile de réunir une telle main-d'œuvre que les capitaux indispensables à la construction des installations; en effet, la guerre moderne, guerre du matériel par excellence, accapare jusqu'au dernier les ouvriers qualifiés, si bien que les avantages résultant de la production de la benzine synthétique seront largement neutralisés par les désavantages résultant ailleurs de la pénurie de main-d'œuvre *. »

Dans cet ordre d'idées mentionnons qu'en cas de guerre l'Allemagne serait obligée de subvenir entièrement aux besoins de charbon et de carburant de l'Italie. (En 1938, l'Allemagne ne couvrait que le 60 % des besoins italiens en charbon.) Dans ces conditions, on ne peut guère admettre qu'en cas de guerre la production synthétique soit jamais en mesure de satisfaire les besoins des armées allemandes. Le manque de carburants est vraiment le talon d'Achille de l'économie de guerre allemande.

La France et la Grande-Bretagne dépendent également des importations de pétrole. La production française de carburants ne dépasse pas 400,000 tonnes par an alors que la consommation, de 8 millions de tonnes environ en temps de paix, passera vraisemblablement à 20 millions en cas de guerre. La Grande-Bretagne doit importer le 94 % de ses besoins de pétrole. Mais il semble que l'approvisionnement de ces deux puissances — à la condition, naturellement, qu'elles demeurent maîtresses de la mer — n'offrira

* Wehrtechnische Monatshefte 1937, S. 349.

pas de grandes difficultés en temps de guerre, étant donné qu'en 1938 seulement la production américaine s'est élevée à 164,740,000 tonnes.

Les calculs ci-dessus, relatifs aux besoins en carburants et avions, donnent quelque idée des chiffres formidables que la production atteindra au cours d'un conflit éventuel.

Par ailleurs, l'industrie aéronautique et la production des carburants ne constituent que deux secteurs de l'économie de guerre. La couverture des besoins en fer, acier et charbon est tout aussi importante. On estime généralement qu'un nouveau conflit mondial entraînerait la consommation de 300,000 tonnes de fer et d'acier et de 4 millions * de tonnes de charbon par mois et par tranche de un million d'hommes. L'invraisemblable ampleur des besoins en matières premières ressort bien des chiffres ci-dessous.

Selon des estimations récentes, l'effectif de l'armée française sur pied de guerre atteindra vraisemblablement 4,1 millions d'hommes, ce qui correspond à une consommation annuelle de fer et d'acier de près de 15 millions de tonnes. Or, au cours de l'année la meilleure de la conjoncture d'après-guerre, la production du fer et de l'acier n'a pas dépassé 10 millions de tonnes. En outre, ce chiffre de 15 millions comprend uniquement les besoins militaires sans tenir compte de la consommation civile **. Nous pourrions facilement multiplier ces exemples.

Ces quelques commentaires sont loin d'avoir épuisé les problèmes économiques de la guerre future. L'importance de la main-d'œuvre ne le cède en rien à celle du matériel.

Rappelons avant tout que la guerre moderne exige de formidables réserves humaines qui doivent être enlevées en grande partie à la production. Les expériences de la Guerre mondiale ont démontré que 20 % de la population étaient directement mobilisés. Le nombre des hommes appelés sous les drapeaux a été de 13,250,000 en Allemagne, de 9,195,000 en France (y compris les colonies) et de 9,496,000 en Grande-Bretagne (y compris les dominions). On estime que la guerre moderne mobilisera les mêmes effectifs si bien que la mécanisation, la motorisation et la rationalisation du matériel de guerre ne permettront aucune économie notable de « matériel humain ». Par ailleurs, la prédominance du matériel, la complexité des engins employés (tanks, avions, canons, appareils de précision, etc.) exigeront une plus forte proportion de main-d'œuvre qualifiée qu'au cours de la dernière guerre. Au cours de la Guerre mondiale, le rapport des forces entre les combattants et la main-d'œuvre occupée à la fabrication et au renouvellement du matériel de guerre s'était déplacé au profit de cette dernière. C'est ainsi qu'en Allemagne, au cours

---

* Friedenburg: Die mineralischen Bodenschätze, S. 176.

** Vierteljahreshefte des Instituts für Konjunkturforschung. Jg. 1937, Heft 3, S. 337.

des dernières années de guerre, la proportion entre les soldats et les travailleurs de l'industrie de guerre était de 1 : 2. Aux Etats-Unis, cette relation était même de 1 : 17. Il est évident, étant donné l'ampleur des effectifs des armées européennes, qu'un tel rapport est absolument irréalisable sur le continent. Selon les calculs les plus récents établis par le lieutenant-colonel Dr Hesse, professeur de science militaire à l'Université de Berlin, ce rapport sera vraisemblablement de 1 : 3 pour l'Allemagne. D'autres estimations arrivent même à un rapport de 1 : 6 (6 ouvriers industriels pour 1 soldat).

Mentionnons également que les progrès techniques de la guerre moderne exigeront un nombre plus considérable que par le passé d'ouvriers qualifiés. Or, aujourd'hui déjà, nous sommes en présence d'une pénurie d'ouvriers qualifiés qui ne laissera pas d'aller en s'aggravant dès le début des hostilités. L'Allemagne espère être en mesure de former des ouvrières qualifiées; toutefois, la formation professionnelle est lente et le facteur rapidité constitue l'un des éléments décisifs de la guerre moderne. Seule la Russie constitue une exception, étant donné que dans toutes les branches importantes de l'industrie le travail qualifié est effectué en partie par des femmes. Dans la fabrication des tracteurs, par exemple, 32,5 % des fondeurs occupés aux fours électriques, 20,2 % des modeleurs, 20 % des forgerons, 25 % des tourneurs et 43 % des fraiseurs étaient des femmes *. De cette manière la continuité et la stabilité de la production industrielle russe est assurée en cas de guerre.

La pénurie de main-d'œuvre peut être compensée, ou tout au moins adoucie, par les livraisons de pays étrangers. Ces achats permettront de libérer un plus grand nombre d'ouvriers pour les besoins du front. Toutefois, cet avantage n'est assuré qu'aux Etats qui détiennent suffisamment d'or et de devises. Il n'est pas besoin de souligner ici la situation désavantageuse des Puissances de l'Axe. Qu'il suffise de rappeler qu'en 1938 les réserves d'or de l'Allemagne ne dépassaient pas 1 milliard de marks contre 4180 millions en 1913. Par contre, les réserves d'or de la Grande-Bretagne ont passé de 4881 millions de marks en 1913 à 6021 millions en 1938 et celles de la France de 5887 à 6021 millions également. Les réserves allemandes ne dépassent donc pas le $^1/_6$ de celles de la France ou de la Grande-Bretagne et le $^1/_{12}$ du stock accumulé par ces deux puissances. Dans ces conditions, les deux grandes démocraties occidentales sont en mesure de faire travailler d'autres pays pour elles, ce que l'Axe est en quelque sorte dans l'impossibilité de faire.

Nous croyons donc avoir donné une idée de la consommation formidable d'une guerre future en hommes et matériel. Il nous

---

* Keller: Handbuch der Volkswirtschaft der Sowjetunion. Verlag Rivnac, Prag, 1938. S. 31.

reste encore à envisager dans quelle mesure ces exigences inéluctables peuvent être couvertes par les deux groupes adverses. Sans craindre de nous tromper, nous pouvons dire qu'au bloc Allemagne-Italie s'oppose d'ores et déjà un front: France, Grande-Bretagne, Russie, Pologne et Roumanie.

L'accroissement formidable du potentiel de guerre de la Russie est sans contredit la modification la plus importante intervenue depuis la fin de la Guerre mondiale. Le tableau suivant montre le développement énorme de la production russe:

	En millions de tonnes	
	1913	1937
Fer brut . . .	4,6	14,5
Acier	4,7	17,8
Charbon . . .	29,2	128
Pétrole	9,2	31
Minerai de fer . .	9,5	30

Comparativement à l'époque d'avant-guerre la capacité de production des branches industrielles les plus importantes a augmenté de trois à quatre fois. Il va sans dire que cet accroissement de la capacité de production de la Russie augmente considérablement le potentiel de guerre des puissances occidentales. A l'heure actuelle, la production en acier et produits sidérurgiques de l'Axe est supérieure à celle de la Grande-Bretagne et de la France. Mais du moment où ces dernières pourront compter sur l'appui de la Russie, ce rapport de forces se déplacera à leur avantage. Le tableau ci-dessous indique la production annuelle des deux blocs en 1937:

Fer brut en millions de tonnes		*Acier* en millions de tonnes	
Grande-Bretagne . .	8,6	Grande-Bretagne . .	13,1
France	7,9	France	7,9
	16,5	Pologne	1,4
Russie	14,5		22,4
	31,0	Russie	17,8
Allemagne . . .	15,960		40,2
Italie	790	Allemagne . . .	19,355
Autriche . . .	389	Italie	2,087
Tchécoslovaquie .	1,675	Autriche . . .	650
	18,814	Tchécoslovaquie .	2,291
			24,384

L'inclusion de la Russie dans le front de défense de la paix signifie en quelque sorte le doublement de la production de fer et d'acier des puissances occidentales et une avance formidable sur les pays de l'Axe.

Les puissances du front de la paix ont également l'avantage dans d'autres branches importantes de l'industrie lourde. Alors qu'en 1937 la production charbonnière de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie atteignait 429,306,000 tonnes, celle

des puissances de l'Axe ne dépassait pas 185,476,000 tonnes. En ce qui concerne le minerai de fer, les chiffres de production étaient respectivement de 80,912,000 et de 12,624,000 tonnes.

Dans tous ces calculs nous avons omis sciemment l'apport des Etats-Unis. Il n'est que de songer à la Guerre mondiale pour se rendre compte de ce que signifie l'appui de l'Amérique du Nord. Qu'il suffise de rappeler qu'en 1937 la production américaine de l'acier était plus forte que celle de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne réunies.

Nous pouvons dire qu'en ce qui concerne la capacité de production industrielle les grandes démocraties ont d'ores et déjà une indéniable suprématie. Ajoutons qu'en cas de guerre les importations des dictatures en matières premières les plus nécessaires à la conduite de la guerre diminueront considérablement — si elles ne sont pas entièrement interrompues — ensuite du blocus des puissances maritimes. L'extrait suivant de la revue officielle du G. Q. G. allemand, « Die Militärwissenschaftliche Rundschau », n° 1, 1939, souligne bien la nécessité vitale de ces importations pour l'Allemagne:

« L'Allemagne dépend dans la mesure la plus large (im reichsten Masse) des importations de toute nature. Du point de vue de l'économie de guerre la majorité des matières premières indispensables à l'industrie de guerre doivent être importées. Le charbon, sans lequel aucune production sidérurgique, en d'autres mots la fabrication des armes et des munitions n'est possible, est la seule richesse naturelle de notre patrie. Il est vrai que nous possédons quelques gisements de minerai de fer, mais leur rendement est loin de suffire à la couverture de nos besoins, bien que la situation soit devenue plus favorable depuis le rattachement de l'Autriche au Reich. En 1937, la production indigène de minerai de fer était de 10 millions de tonnes en face d'une importation de 20,5 millions de tonnes, dont près de la moitié provenait de Suède.

La consommation actuelle du cuivre, le produit le plus essentiel, parallèlement au fer, pour la fabrication des armes et munitions, est de 220,000 tonnes. Notre production ne dépasse pas 30,000 tonnes. Nos fournisseurs principaux sont les Etats-Unis et le Chili.

L'Allemagne ne couvre que le 31 pour cent de la consommation du plomb et le 16 pour cent de celle du manganèse, deux métaux d'une grande importance pour l'industrie des armements. Nous sommes obligés d'importer. Nous manquons entièrement, ou presque, des métaux indispensables à la préparation de l'acier tels que le zinc, le nickel, le chrome, le wolfram, l'antimoine. Nous dépendons donc également de l'étranger en ce qui concerne le mercure. Presque tous les produits doivent être importés d'outre-mer. »

Nous croyons avoir montré que la consommation formidable de matériel de la guerre moderne empêche la formation de réserves suffisantes. Il va sans dire que la production des armements se ressentira fortement d'une diminution des importations des matières premières indispensables à la guerre, d'autant plus qu'elle n'atteint son plein développement qu'après l'ouverture des hostilités. Il n'est donc guère probable que les dictatures, si la guerre devait durer quelques années, soient en mesure de couvrir les

énormes besoins en matériel. Par contre, les Etats démocratiques ont à leur disposition les matières premières du monde entier, ce qui leur assure sans autre la suprématie du matériel.

En outre, l'approvisionnement en produits alimentaires est l'un des éléments essentiels du potentiel de guerre. Quelle est la situation alimentaire des divers Etats? D'une manière générale la France se suffit à elle-même. Quant à la Russie, elle est en mesure d'exporter une partie de sa production agricole. L'Angleterre est dans l'obligation d'importer les 3/4 des produits alimentaires nécessaires. Mais le contrôle des voies maritimes — sans lequel elle perdrait la guerre en quelques semaines — lui permet d'assurer sans autre ces importations. Mais quelle est la situation en Allemagne?

Il est important de rappeler qu'en dépit des « batailles » du blé, de la graisse, de la viande, etc., la dépendance de l'Allemagne à l'égard des importations de produits alimentaires demeure la même qu'avant la guerre. L'agriculture allemande couvre le 80 % seulement des besoins. Dans certains domaines la dépendance à l'égard de l'étranger est plus forte encore; elle est de 35 % pour le lard, la graisse et le beurre. Les considérations suivantes, extraites des « Wehrtechnische Monatshefte » montrent avec quel pessimisme les milieux militaires jugent la situation alimentaire de l'Allemagne en cas de guerre:

« En cas de guerre, la situation alimentaire de l'Allemagne est essentiellement commandée par le rapport des forces en présence. Si nous étions de nouveau en face d'une coalition analogue à celle qui s'est dressée contre l'Allemagne au cours de la Guerre mondiale, nous devrions compter dans tous les cas avec un blocus qui coupera à l'Allemagne toutes les voies de communication avec l'étranger. Il a fallu assez longtemps, lors de la Guerre mondiale, jusqu'à ce que toutes les mailles du blocus aient été nouées et que toutes les voies d'accès aient été interrompues. En envisageant l'éventualité d'une guerre future nous ferons bien d'admettre de prime abord que le blocus sera efficace dès le début des hostilités, si bien que nous ne serons guère en mesure de compter sur des importations notables de produits alimentaires; l'Allemagne ne devra compter que sur sa propre production agricole. Finalement il sera plus difficile, dans la guerre de l'avenir, de laisser à l'agriculture autant de main-d'œuvre que pendant la Guerre mondiale, parce que non seulement le front proprement dit mais encore la protection de l'arrière exigeront des millions d'hommes. Toutes ces considérations nous obligent à conclure qu'au cours d'une guerre future — au cas où elle s'étendrait sur plusieurs années (ce qui est parfaitement possible, même à l'époque des avions et des tanks) — le rendement de l'agriculture subirait un recul certainement aussi considérable qu'au cours de la Guerre mondiale. »

Il n'y a en somme que bien peu de chose à ajouter à cette expertise pessimiste de milieux autorisés. Alors qu'au cours de la dernière conflagration européenne l'Allemagne n'a introduit le rationnement des vivres que deux ans après le début des hostilités nous constatons aujourd'hui déjà, en pleine paix, une pénurie de graisse et de viande. L'insuffisance de l'approvisionnement en

denrées alimentaires réduit fortement le potentiel de guerre des dictatures.

Nous croyons donc avoir démontré que, dans la guerre future, la victoire ou la défaite sera largement commandée par la situation économique. La grande leçon de la Guerre mondiale, à savoir que la pénurie des matières premières et des produits alimentaires peut obliger à capituler un adversaire dont les armes ont pourtant remporté la victoire, continuera d'être vraie dans la guerre de demain.

Les problèmes de l'économie de guerre en Suisse.

Par *Max Weber.*

La menace permanente que la politique impérialiste fait peser sur la paix oblige les petits Etats à se tenir sur leurs gardes et à parer à toute éventualité. La défense nationale doit comporter non seulement le renforcement des mesures militaires mais encore une préparation économique suffisante. Les problèmes de l'économie de guerre sont certainement aussi importants que ceux de la défense militaire. Cette constatation s'applique tout particulièrement à la Suisse; une guerre européenne entraînera dans tous les cas pour notre pays des difficultés de ravitaillement et de main-d'œuvre, même s'il demeure en dehors du conflit.

Il va sans dire que l'aspect économique de la conduite de la guerre et les possibilités physiques de résistance des Etats neutres sont étroitement déterminés par la durée de la guerre. Les opinions sont naturellement très différentes. Alors que les uns s'attendent à une guerre foudroyante, recourant à la surprise et à un matériel formidable pour enlever une rapide victoire, d'autres, au contraire, estiment que la guerre de demain sera longue. La guerre foudroyante n'a de chances de succès que contre un adversaire nettement inférieur et isolé, dont la préparation militaire est insuffisante, ou encore qui ne peut déployer à temps ses moyens de défense. Si l'agresseur se heurte à une résistance bien organisée et énergique, nous pouvons compter, sans crainte de nous tromper, que la guerre s'étendra aux deux fronts actuellement en formation en Europe. Etant donné que les moyens militaires, qui seront mis immédiatement en jeu de chaque côté, tiennent à peu près la balance, une décision rapide semble pour ainsi dire exclue. Parallèlement, l'importance des forces économiques augmentera dans la mesure où la guerre se prolongera. Dans l'état actuel du groupement des forces il peut sembler, au début tout au moins, que la supériorité militaire des puissances de l'Axe soit assurée. Mais comme elle sera vraisemblablement insuffisante pour entraîner une décision rapide, le potentiel économique ne tardera pas à jouer